



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Secrétariat Général

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

**SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES**

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

SAILMI / SDASEM / BAM

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Accord cadre relatif à la mise à disposition de camions avitailleurs
et de personnels opérateurs à Ajaccio au profit de la Direction
Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC)

SOMMAIRE

Article 1. Objet– Décomposition – Durée de l'accord-cadre	4
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3. Forme et durée de l'accord-cadre	5
Article 2. Quantités de l'accord-cadre	6
Article 3. Documents contractuels	6
Article 4. Représentation des parties.....	7
4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur	7
4.2. Représentation du titulaire	7
Article 5. Sous-traitance	7
Article 6. Obligations des parties	8
6.1. Obligation de résultat et responsabilité:.....	8
6.1.2. Obligation d'information:.....	8
6.1.3. Obligation de confidentialité:.....	8
6.1.5. Clause environnementale.....	9
6.2. Obligation de l'administration	9
Article 7. Sous-traitance	10
Article 8. Modalités de détermination des prix.....	10
8.1. Monnaie	10
8.2. Forme des prix.....	10
8.3. Contenu des prix.....	10
8.4. Nature des prix.....	11
8.5. Prix de règlement	11
8.6. Révisions des prix	11
8.7. Offres promotionnelles	12
8.8. Clause de sauvegarde	12
8.9. Clause de réexamen.....	13
Article 9. Modalités d'exécution.....	13
9.1. Dispositions générales.....	13
9.2. Lieux de livraison	14
9.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison.....	14
9.5. Transport	14
Article 10. Constatation et vérification de l'exécution des prestations	15
10.1. Principes.....	15
10.2. Délais ouverts à la personne publique - Décisions	15
Article 11. Transfert de propriété – garantie	16
Article 12. Modalités de pilotage des prestations.....	17
12.1. Comité de pilotage de l'accord-cadre	17

12.2. Comité de suivi technique.....	17
Article 13. Suivi de l'exécution et livrables associés.....	18
13.1. Rapport d'activité.....	18
13.2. Livrables.....	18
Article 14. Avance	19
Article 15. Acomptes	19
Article 16. Règlement – Facturation – Cession de créances.....	20
16.1. Règlement.....	20
16.2. Facturation.....	20
16.3. Délai de paiement	21
16.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire	22
16.5. Cession ou nantissement de créances.....	22
16.6. Personne habilitée à fournir les renseignements.....	22
Article 18. Responsabilités environnementales et sociétales des entreprises.....	23
18.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	23
18.2. Protection de la santé et de la sécurité des personnes.....	24
18.3. Développement durable et achats éthiques	24
18.4. Traitement des données à caractères personnels.....	24
Article 19. Pénalités – Prolongation du délai d'exécution – Sursis.....	24
19.1. Pénalités pour retard	25
19.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles.....	25
19.3. Pénalités pour absence de livrables et rapport d'activité	26
19.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	26
Article 20. Résiliation.....	26
Article 21. Contentieux.....	27
Article 22. Dispositions pour le titulaire étranger	27

Article 1. Objet– Décomposition – Durée de l'accord-cadre

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition de camions avitailleurs et de personnels opérateurs sur la base hélicoptère de la sécurité civile située sur le site aéroportuaire d'Ajaccio et qui héberge le détachement avions au profit de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Les spécifications techniques des prestations objet de l'accord-cadre sont détaillées dans le CCTP.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre ne faisant pas l'objet de prestations distinctes, il n'est pas alloti.

L'accord-cadre se compose de la façon suivante :

Structure du marché :

- *Forfait pendant la période feux de forêt (classiquement 1^{er} juillet – 30 septembre mais dates susceptibles d'être légèrement modifiées selon le risque)*

Poste 1 : Forfait mensuel de location d'un camion avitailleur de 20 000L / L'assurance du camion est incluse.

Poste 2 : Forfait mensuel de location d'un camion avitailleur supplémentaire (identique au poste 1).

Poste 3 : Forfait hebdomadaire de prolongation de la location d'un camion avitailleur de 20 000L visant à étendre la saison feux entre le 1^{er} juin et le 15 octobre mais dans la continuité du poste 1.

Poste 4 : Forfait hebdomadaire de prolongation de la location d'un camion avitailleur supplémentaire de 20 000L visant à étendre la saison feux entre le 1^{er} juin et le 15 octobre mais dans la continuité du poste 2

Poste 5 : Tarif mensuel d'un opérateur intervenant en semaine samedi et dimanche inclus

Poste 6 : Coût de l'heure supplémentaire d'un opérateur au-delà des 40 heures hebdomadaires réalisées

Les tarifs mensuels d'un opérateur seront identiques quel que soit leur nombre inscrit au planning.

- *Forfait hors période feux de forêt (de janvier à mai), période déconnectée de la période évoquée ci-dessus) pour les semaines de maintien en condition opérationnelle (entraînement) : 1 à 3 semaines par an maximum ou un feu de printemps*

Au regard de la période très courte, la location du camion avitailleur de 20 000 L est inclus dans le poste 1.

Poste 7: Tarif hebdomadaire d'un opérateur intervenant en semaine

Le travail pourra être réalisé en deux vacations disjointes une le matin, et une en fin d'après-midi 10h – 14h et 16h – 20h par exemple

Poste 8: Coût de l'heure supplémentaire d'un opérateur au-delà des 40 heures hebdomadaires réalisées

Ces deux postes de dépense ne seront pas mobilisés, les années où l'opérateur GMA sera disponible. Le fonctionnement en binôme ne vaut que pour la saison feux. 1 seul opérateur couvrira toute la semaine hors saison feux.

Les tarifs hebdomadaires d'un opérateur seront identiques quel que soit leur nombre inscrit au planning.

1.3. Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire (un seul lot – un seul titulaire).

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de **48 mois ferme** à compter de sa date de notification.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 2. Quantités de l'accord-cadre

L'estimation*, exprimée sur **douze mois**, est la suivante :

- **Période feux de forêt**

(3 x (poste 5 x 4) + (3 x poste 1) + (6 x poste 6)

- Soit un opérateur / semaine (40h00) pendant 3 mois + location d'un camion pendant 3 mois + 6 heures supplémentaires

- **Hors période feux de forêt (entraînement)**

(3 x poste 7) + (3 x poste 3)

- Soit un opérateur / semaine (40h00) pendant 3 semaines + location d'un camion pendant 3 semaines.

L'accord-cadre est conclu, pour la durée de ce dernier, sans minimum et avec le **maximum** suivant :

300 000 € H.T sur 4 ans * Ces indications ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

Article 3. Documents contractuels

Il est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI),
2. L'annexe financière
3. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP)
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que le CRT
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021;
6. L'offre technique du titulaire.

Le CCAG/FCS n'est pas annexé au présent accord-cadre.

Les dérogations au CCAG/FCS figurent au dernier article du présent CCAP.

Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de la personne publique font seuls foi.

Article 4. Représentation des parties

4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le correspondant du titulaire et est l'autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le CCAP et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution et de sursis de livraison.

Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'Intérieur

Secrétariat Général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur

Sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés

Place Beauvau - 75800 PARIS cedex 08

Mail : sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Article 5. Sous-traitance

Dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, certaines parties de l'accord-cadre peuvent être sous-traitées (prestations de service).

Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R2193-1 et suivants du même code.

Article 6. Obligations des parties

6.1. Obligation de résultat et responsabilité:

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat dans la fourniture des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du CCTP propre à chaque lot. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

6.1.2. Obligation d'information:

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

6.1.3. Obligation de confidentialité:

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution. À l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

6.1.5. Clause environnementale

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50- 135- 1 et 2).

Documentation :

Tous les documents livrables à fournir par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre sont mis à disposition au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent soit d'un label NF Environnement, écolabel européen ou équivalent.

Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transport :

Dans le cadre d'exécution du présent accord cadre, le titulaire s'engage à privilégier en priorité, les transports les moins émetteurs de GES.

Afin de s'inscrire pleinement dans la politique de mobilité durable du ministère, le titulaire doit privilégier, pour les interventions ne nécessitant pas de véhicules poids lourd (maintenance d'appareil, formation des utilisateurs) l'utilisation de véhicules hybrides ou électriques.

Dans le cas contraire, il sera tenu d'utiliser des véhicules légers et poids lourds respectant respectivement et a minima les normes Euro 5 et Euro V dans le but de limiter les émissions de GES liées au transport.

Le titulaire est également libre de prendre des mesures en faveur de l'environnement et de tenir informé l'Administration pour ses actions réalisées.

A la demande de l'administration le titulaire sera capable de justifier les actions mises en places.

6.2. Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

Article 7. Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R2193-1 et suivants du même code.

Article 8. Modalités de détermination des prix

8.1. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

8.2. Forme des prix

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- unitaires et forfaitaires HT public
- unitaires et forfaitaires TTC public
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Ils ne comportent pas plus de deux chiffres après la virgule.

8.3. Contenu des prix

Les prix comprennent :

- Les fournitures et prestations;
- La garantie ;

- La livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

8.4. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables.

8.5. Prix de règlement

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

8.6. Révisions des prix

À l'initiative du titulaire seulement, les prix de l'accord-cadre sont révisés, annuellement, à compter de la date de notification et par ajustement au tarif public appliqué. Le taux de remise consenti, le cas échéant, s'applique sur toute la durée de l'accord-cadre par rapport au prix public.

Les prix sont révisés dans les conditions suivantes :

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations.

Il s'engage à fournir toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire modifie dans son barème public les prix des prestations objet de l'accord-cadre, il communique par écrit au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 3 mois, les nouveaux prix extraits de son barème, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

Du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme au barème concerné. Cet extrait est adressé au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception de celui-ci, de 30 jours pour formuler ses observations et faire jouer éventuellement la clause de sauvegarde. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

L'extrait transmis constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

L'ajustement se fait en baisse comme en hausse par référence au barème public du titulaire.

Ces nouveaux prix font l'objet d'une acceptation par l'administration dans un délai maximum de 30 jours. Cette dernière se réserve la possibilité d'appliquer la clause de sauvegarde définie ci-après.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

Les prix révisés entrent en vigueur à la date d'acceptation par l'administration.

À défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais précités, les prix appliqués par l'administration sont ceux figurant dans le dernier bordereau de prix.

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les informations utiles permettant de contrôler l'application conforme de ces stipulations contractuelles.

8.7. Offres promotionnelles

Le titulaire est tenu de faire bénéficier l'administration de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble de sa clientèle. Les prix induits par une offre promotionnelle ne s'appliquent que lorsqu'ils constituent une remise plus importante que celle figurant au bordereau de prix unitaire.

8.8. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour le lot concerné sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

8.9. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique et pour tenir compte notamment des évolutions tarifaires très fluctuantes portant essentiellement sur les coûts des matières premières et de transport, le prix des fournitures et des prestations comme leur encadrement en exécution (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peut faire l'objet d'une négociation et être réévalué au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Cette évolution financière est constatée par avenant.

Article 9. Modalités d'exécution

9.1. Dispositions générales

Fournitures et prestations font l'objet de bons de commande qui peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les mentions suivantes :

- L'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Les prix unitaires et forfaitaires : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- Le délai de livraison
- Le lieu de livraison
- Les coordonnées du service chargée de la réception ;
- L'adresse de facturation.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

9.2. Lieux de livraison

Détachement avions – Base hélicoptère de la sécurité civile

Quartier BRUSCHETTO

Route de SARTENE - 20090 AJACCIO

Points de contact téléphonique : Monsieur FABIANI 04 34 32 11 37 pour toute question technique, Madame BOULET-DESBAREAU pour toute question administrative au 04 34 32 12 02

Il doit couvrir une amplitude par semaine variant de 40 heures à 55 heures, selon la période et l'heure du coucher de soleil. L'amplitude pouvant varier selon la météo, la luminosité et l'intensité de l'activité. Une amplitude minimale de 8 h – 21 h sera couverte 7 j/7 en saison feux.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 21 du CCAG/FCS.

9.3. Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison

Le titulaire précise dans sa réponse les délais miniums et maximums de réalisation des différentes prestations. Ces derniers devront être réduits au maximum au regard des enjeux opérationnels, et ne pourront excéder 4 jours, week-end inclus le cas échéant).

Le titulaire a la faculté de devancer les délais.

Le titulaire peut demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles.

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels.

9.5. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement, incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

Article 10. Constatation et vérification de l'exécution des prestations

10.1. Principes

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- Aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- Aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire ;

10.2. Délais ouverts à la personne publique - Décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/ FCS le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification. Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, la personne publique dispose d'un délai de 20 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Le procès-verbal de réception spécifiant les heures travaillées par l'opérateur du titulaire tout comme le suivi mensuel des pleins carburants (aéronefs et camions) seront signés par un représentant de la sécurité civile et un représentant du titulaire.

Ils seront ensuite transmis par le titulaire, dans un délai de cinq (5) jours calendaire à compter de sa signature, par voie électronique à l'adresse suivante :

« bsc-finances@interieur.gouv.fr »

-L'original est conservé par le Bureau de Sécurité Civile :

Base Sécurité Civile – Groupement des Moyens Aériens – Service administratif et de soutien

Route de Saint Gilles – BP 4 - 30128 GARONS

-Une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés :

« sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr »

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des fournitures.

- Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai 7 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les livraisons ajournées.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai 7 jours.

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 30 jours.

- Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Article 11. Transfert de propriété – garantie

Conformément à l'article 36 du CCAG/MI, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

La garantie porte sur le maintien des performances attendues conformément aux spécifications techniques prévues au CCTP *propre à chaque lot*.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité des effets défectueux. La garantie couvre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

La garantie couvre également les frais consécutifs au déplacement de personnels, au conditionnement, à l'emballage et au transport (aller et retour) des effets et des équipements, rendus nécessaires par la remise en état ou le remplacement.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou des remplacements.

Article 12. Modalités de pilotage des prestations

12.1. Comité de pilotage de l'accord-cadre

Un comité de pilotage de l'accord-cadre sera organisé dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Le titulaire sera averti au moins 10 jours avant la tenue de la réunion.

Le comité sera composé du titulaire, du point de contact pour le service avant/après-vente ainsi que des représentants des entités bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le comité de pilotage traite plus particulièrement des sujets suivants :

- Grandes orientations en matières de maintien en condition opérationnelle ;
- Tableau de bord de synthèse concernant les fournitures ;
- Proposition d'amélioration pour l'exécution des prestations.

À l'issue de la réunion le titulaire devra rédiger un compte-rendu de réunion qu'il transmettra.

Le comité de pilotage aura lieu annuellement, dans un délai de 15 jours, à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

12.2. Comité de suivi technique

Ce comité a pour objet de traiter l'ensemble des prestations issues de l'accord-cadre notamment :

- Contrôler la bonne exécution de l'accord-cadre ;

Ce comité est constitué du titulaire ainsi que des représentants du service exécutant.

L'administration est tenue de prévenir le titulaire au moins 10 jours au préalable avant la tenue du comité de suivi technique.

Suite à ce comité le titulaire est tenu de rédiger un compte rendu à envoyer dans un délai de 7 jours.

Article 13. Suivi de l'exécution et livrables associés

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution de l'accord-cadre

13.1. Rapport d'activité

Une réunion annuelle au printemps devra être obligatoire entre le titulaire et l'Administration afin de faire le bilan des prestations réalisées et à venir. Le titulaire produit un rapport d'activité l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce rapport d'activité doit comporter les informations suivantes :

- Les difficultés rencontrées lors de l'exécution
- L'exécution financière
- L'exécution technique de l'accord-cadre

Une réunion de suivi de projet pourra être organisée si le titulaire rencontre des difficultés dans l'exécution de l'accord-cadre.

13.2. Livrables

Nature du livrable	Format du livrable	Délai d'envoi	Destinataires
Rapport d'activité	Format PDF (ou équivalent)	21 jours ouvrés avant la date anniversaire de l'accord-cadre	BAM, BGCC
Compte-rendu du comité de pilotage de l'accord-cadre	Format PDF (ou équivalent)	21 jours ouvrés à date du comité	BAM, BGCC
Compte rendu réunion d'opportunité	Format PDF (ou équivalent)	21 jours ouvrés à date de réunion	BAM, BGCC

Article 14. Avance

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R2191-3 à R2193-10 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes (HT) et d'une durée d'exécution supérieure à 12 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de versement d'une avance, le titulaire établit une facture du montant des fournitures livrées sans tenir compte de l'avance versée. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Article 15. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à 22 du code de la commande publique.

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser 80 % du montant HT des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle (mensuelle, sur demande, pour les PME et PMI). Le titulaire produira à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Le plafond des acomptes est fixé à 80 %, ce qui revient à opérer une retenue de garantie supérieure au plafond de 5 % prévu par l'article R. 2191-33 du CCP. A noter que si le titulaire est une PME, ce plafond est de 3 %.

Toute demande d'acompte accompagnée d'un projet de décompte et des pièces justificatives doit être adressée sous forme dématérialisée à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le solde sera versé à la réception.

Article 16. Règlement – Facturation – Cession de créances

16.1. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire et/ou de son ou ses sous-traitants directs éventuels dont la mention figure à l'acte d'engagement.

16.2. Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception des fournitures.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- les nom et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre et éventuellement de chaque avenant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées ;
- le taux et les montants de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises des fournitures livrées ;
- la date d'établissement de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique (n° CHORUS indiqué dans le bon de commande)

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la Loi sur la modernisation de l'économie (voir <https://chorus.pro.gouv.fr>).

Dans tous les cas, les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro de commande de référence (Engagement Juridique-EJ) à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

16.3. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des fournitures ou des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

16.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements est :

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel

Immeuble Lumière

Place Beauvau

75800 Paris cedex 08

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le Centre de Prestations Financières :

Ministère de l'Intérieur

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Sous-direction des programmes et de l'achat

Centre de prestations financière

8 Place Beauvau

75800 PARIS CEDEX 08

16.5. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique relatif à l'affectation des accord-cadre en nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

16.6. Personne habilitée à fournir les renseignements

L'ordonnateur secondaire est la personne habilitée à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 à 62 du Code de la commande publique.

Article 18. Responsabilités environnementales et sociétales des entreprises

18.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 à D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

18.2. Protection de la santé et de la sécurité des personnes

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Il veille également au respect des prescriptions techniques fixées par le CCTP.

18.3. Développement durable et achats éthiques

Les matières premières utilisées dans la réalisation des fournitures livrées doivent avoir été produits dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collectives (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Le titulaire devra veiller à limiter au maximum l'impact environnemental des produits proposés. De même les conditions d'éliminations en fin de vie de ces fournitures doivent être prévues par le titulaire.

18.4. Traitement des données à caractères personnels

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 19. Pénalités – Prolongation du délai d'exécution – Sursis

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS ou 14.3 et 30.5 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Administration applique des pénalités.

Lorsque l'Administration envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'Administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent comme ci-dessous :

19.1. Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, la demi-journée du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

19.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

19.3. Pénalités pour absence de livrables et rapport d'activité

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais d'envoi celui-ci encourt une pénalité de 150€ par jour de retard (ouvrable / ouvrée).

19.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

Article 20. Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/FCS
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 42 du CCAG/FCS

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 33 du CCAG/FCS

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 21. Contentieux

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

France

Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 22. Dispositions pour le titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.